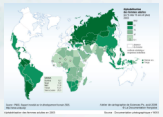
La stratégie du « faire faire » au Sénégal

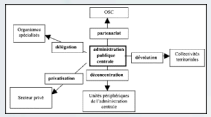
ou la construction du sens d'une politique de gouvernance décentralisée de l'éducation

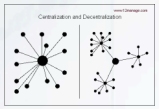
Abdoulaye Anne
Sous la direction de Claude Lessard

Contexte

- De grandes transformations de l'éducation en relation avec l'évolution globale de la société (Mundy & Murphy ; Schriewer)
- Un mouvement de décentralisation de la gestion des systèmes éducatifs (Farrell ; Lessard ; Pelletier) mais un début de remise en cause de cette politique (Daun).







Questions

Quel sens les acteurs donnent à l'initiative *faire faire* au Sénégal ?

Comment s'est construit et partagé ce sens au cours de la mise en œuvre de la stratégie ?

Grille d'analyse

Une perspective croisée comportant une dimension critique (Ball) et une autre de dé/re/construction du sens -Sensemaking / sensegiving- porté par les acteurs (Weick, Spillane).

Méthodologie de recherche

Deux niveaux d'intervention :

- **Recherche documentaire p**our avoir les éléments de contextes, notamment au travers d'études antérieures
- **Observation et entrevues p**our voir les interactions sur le terrain et les entendre les acteurs

Corpus

- 13 entrevues individuelles avec différents types d'acteurs
- 7 groupes de discussion avec des apprenants, des comités de gestion et des autorités politiques

Domaine du faire faire

Alphabétisation : Education des adultes et éducation non formelle c-à-d éducation permanente de base (Loi d'orientation de 1992)

- Au départ, des OING et un agenda international dominants (Jomtien)

- Mobilisation progressive d'ONG nationales
- Arrivée des opérateurs et d'une forme de privatisation de l'alphabétisation

Méthode

- Une privatisation, avec agence responsable, appels d'offre et soumissions
- Des opérateurs imputables et des bénéficiaires responsables
- Une **stratégie** portée par des opérateurs charger de développer **l'offre**

Objectifs

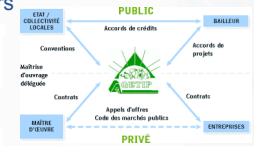
- Réduire de 5 % par an le taux d'analphabétisme
- Améliorer la coordination et la supervision des actions
- Développer des modèles alternatifs d'éducation non formelle

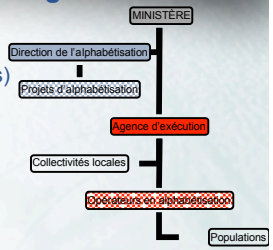
Résultats

Une progression exponentielle dans les premières années, puis une stagnation et même une baisse à la suite : Plafond de verre ? Manque de moyens ? Stratégie déficiente ? Absence de leadership ? Problèmes de communication ?

La gestion de la stratégie

- Cellule ministère (Direction alpha)
- Agence parapublique (AGETIP)
- Autorités décentralisées (Collectivités)
- Opérateurs





Dynamique du champ

- Une structuration logique et cohérente de la stratégie
- Les ONG internationales qui ne donnent plus le sens mais qui accompagnent la mise en oeuvre
- Les opérateurs en alphabétisation comme nouveaux acteurs qui jouent avec le sens
- Le marché qui apparaît comme un danger pour l'alphabétisation
- Les bénéficiaires à la poursuite de leur intérêt immédiat et considérés comme des élèves
- Des acteurs du niveau intermédiaire (inspecteurs) invisible
- Des collectivités locales qui hésitent à adopter l'initiative
- Des interprétations différentes de l'initiative par les acteurs avec un sens officiel, prescrit et partagé qui cache celui des apprenants
- Une absence d'espace de dialogue horizontal
- Pas d'autonomisation ni de responsabilisation locale
- Un espoir dans la redéfinition actuelle du rôle des collectivités locales qui deviennent des acteurs centraux

Des pistes ?

- Mieux gérer les sens émergents (non officiels)
- Privilégier la demande sur l'offre
- Responsabiliser les populations, au delà de l'injonction paradoxale d'autonomisation : « Autonomisez-vous ! »

Bibliographie

Ball, S. J. (1994). Education reform: a critical and post-structural approach. Buckingham, Open University Press.

Clemons, A. (2001). Decentralized Education in Senegal: Is *« faire faire »* Fair for Education Actors in Community-Based Basic Education? CIES Annual Conference, Washington, DC, March 14-17.

Daun, H. (Ed.) (2007). School decentralization in the context of globalizing governance: International comparison of grassroots responses. The Netherlands, Springer.

Knoepfel, P., Larrue, C. et Varone, F. (2006). Analyse et pilotage des politiques publiques. Zurich/Coire: Rüegger Verlag.

Lessard, C. & Brassard, A. (2006). La « gouvernance » de l'éducation au Canada : Tendances et significations. *Éducation et Sociétés* No 18, 2006 (2) - pp. 181-201. De Boeck.

Mundy, K. (2005). Globalization and Educational Change: New policy worlds. In International Handbook of Educational Policy. Springer.

Pelletier, G. (Dir.) (2001). Autonomie et décentralisation en éducation: entre projet et évaluation. Montréal: Université de Montréal/ AFIDES. 159 p.

Spillane, J. P.; Reiser, B. J. and Reimer, T. (2002). Policy Implementation and Cognition: Reframing and Refocusing Implementation Research. *Review of Educational Research.* Fall 2002; Vol. 72; n°3; pp. 387-431.

À méditer

« Les politiques de décentralisation sont souvent définies en fonction des intérêts de l'État, de son renforcement ou de sa survie : c'est une ruse de l'État. »

J.B. de Gaudusson

Université de Montréal